



8 septembre 2020

(20-6050)

Page: 1/11

Original: anglais

**UNION EUROPÉENNE – MÉTHODES D'AJUSTEMENT DES FRAIS ET CERTAINES
MESURES ANTIDUMPING VISANT LES IMPORTATIONS EN
PROVENANCE DE RUSSIE (DEUXIÈME PLAINTÉ)**

**NOTIFICATION D'UN AUTRE APPEL PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE AU TITRE
DES ARTICLES 16:4 ET 17 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES RÈGLES
ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS
(MÉMORANDUM D'ACCORD) ET DE LA RÈGLE 23 1)
DES PROCÉDURES DE TRAVAIL POUR
L'EXAMEN EN APPEL**

La communication ci-après, datée du 2 septembre 2020 et adressée par la délégation de la Fédération de Russie, est distribuée aux Membres.

Conformément aux articles 16:4 et 17 du Mémoire d'accord, la Fédération de Russie notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit formulées par celui-ci dans son rapport concernant le différend *Union européenne – Méthodes d'ajustement des frais et certaines mesures antidumping visant les importations en provenance de Russie (deuxième plainte)* (WT/DS494/R).

Conformément à la règle 23 1) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la Fédération de Russie dépose simultanément la présente déclaration d'appel auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

La Fédération de Russie limite son appel aux erreurs figurant dans le rapport du Groupe spécial qu'elle juge être de graves erreurs de droit et d'interprétation du droit qui doivent être corrigées. Le fait de ne pas faire appel d'une question, d'un raisonnement ou d'une constatation ne signifie pas ni n'implique qu'il y a consentement.

Pour les raisons qu'elle développera dans ses communications à l'Organe d'appel, la Fédération de Russie fait appel des erreurs de droit et d'interprétation du droit suivantes figurant dans le rapport du Groupe spécial¹, et demande que l'Organe d'appel infirme, modifie ou déclare sans fondement et sans effet juridique les constatations et conclusions du Groupe spécial et, dans les cas où cela est indiqué, de compléter l'analyse.

I. Allégations concernant le deuxième alinéa de l'article 2:3 du Règlement antidumping de base

1. Pour régler le présent différend, le Groupe spécial a le devoir de se conformer au Mémoire d'accord, y compris les articles 3:2 à 3:5, 7:1, 7:2, 11 et 19:2. En particulier, l'article 3:2 du Mémoire d'accord donne pour instruction aux groupes spéciaux de clarifier les dispositions des

¹ Dans les descriptions suivantes des erreurs de droit du Groupe spécial, la Fédération de Russie fournit une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial concernés, en particulier des paragraphes comportant la première occurrence de ces erreurs. Ces erreurs peuvent aussi figurer dans d'autres parties du rapport du Groupe spécial ou avoir des conséquences sur d'autres parties, et la Fédération de Russie fait aussi appel de toutes les constatations et conclusions qui découlent des erreurs faisant l'objet de l'appel ou reposent sur celles-ci.

accords visés conformément aux articles 31 à 33 de la Convention de Vienne sur le droit des traités ("Convention de Vienne"). Les termes du traité constituent le fondement du processus d'interprétation, et donc l'interprète d'un traité doit lire et interpréter "les mots qui ont effectivement été utilisés dans l'accord à l'examen et non les mots qui auraient dû être utilisés à son avis".² Une interprétation qui réduit des parties de l'accord à la redondance ou à l'inutilité n'est pas permise.³

2. Ainsi qu'il a été convenu par tous les Membres de l'OMC aux articles 7 et 11 du Mémoire d'accord, un groupe spécial est tenu de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris la conformité de la mesure avec les accords visés, afin de s'acquitter de son mandat. Le Groupe spécial a, entre autres devoirs, celui de "passer au crible la mesure dont il est saisi", y compris son sens, sa portée, sa conception et son fonctionnement, afin de pouvoir procéder à son propre examen et à sa propre évaluation de la question qui soient objectifs, indépendants et détaillés.⁴ Même si le point de départ de l'analyse de la mesure est son libellé, à savoir son texte, d'autres éléments de preuve montrent aussi le sens, la portée, la structure et la logique de la mesure en cause.⁵ Il s'ensuit que, pour une évaluation adéquate de la question, le Groupe spécial est tenu d'examiner tous les éléments de preuve fournis, d'évaluer la pertinence et la force probante de chacun d'eux et d'examiner tous les éléments de preuve dans leur totalité.⁶

3. S'agissant de la charge de la preuve, ce concept s'applique aux points de fait uniquement. Conformément au principe *jura novit curia*, la charge de la preuve ne s'applique pas aux questions de droit ou d'interprétation du droit.⁷ Il est également bien connu que la prescription imposant de prouver une proposition négative constitue une "charge de la preuve impropre".⁸

4. Puisque le présent différend concerne l'antidumping, la Fédération de Russie rappelle que l'Accord antidumping est axé sur le "dumping" dommageable dans le commerce des marchandises. Le terme "dumping" s'entend de la discrimination par les prix au niveau international qui "résulte des pratiques des exportateurs en matière de fixation des prix étant donné que tant les valeurs normales que les prix à l'exportation reflètent leurs stratégies de fixation des prix sur les marchés intérieur et étrangers".⁹ En d'autres termes, le "dumping" est "le résultat du comportement d'exportateurs ou de producteurs étrangers individuels [du produit considéré] en matière de fixation des prix [internationaux]".¹⁰ Donc, toute enquête antidumping est axée sur l'analyse du comportement en matière de fixation des prix de l'exportateur ou du producteur *du produit considéré* visé par l'enquête, c'est-à-dire *pas* sur un intrant utilisé pour produire le produit considéré ou le producteur de cet intrant. L'exportateur ou le producteur du produit considéré visé par l'enquête ne peut être tenu responsable *que* de son propre comportement dans le commerce international des marchandises.

5. Tout ce qui précède est reflété dans le Mémoire d'accord, l'Accord antidumping et la jurisprudence l'OMC et contribue à comprendre les erreurs du Groupe spécial décrites plus loin.

6. La Fédération de Russie fait appel de l'approche, de l'analyse et des conclusions du Groupe spécial, y compris l'examen et le rejet par le Groupe spécial des justifications de la Russie, ainsi que des descriptions, de l'interprétation, du raisonnement et des constatations connexes.¹¹ En particulier, la Fédération de Russie fait appel de la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les arguments de la Russie n'étaient pas son allégation selon laquelle le deuxième alinéa de l'article 2:3

² Rapports de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 181; *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphe 24.

³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, paragraphe 61.

⁴ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 54 et 200; *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 66; *États-Unis – Acier au carbone (Inde)*, paragraphe 4.454.

⁵ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 168; *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157; *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.201; *Chine – Mesures affectant les importations de pièces automobiles*, paragraphe 171.

⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 137.

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 105 et note de bas de page 220.

⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 137.

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, paragraphe 95.

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, note de bas de page 130 (faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 111 et 156; *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 129; et *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, paragraphes 94 et 95 et note de bas de page 208 relative au paragraphe 94).

¹¹ Dans la section 7.4 du rapport du Groupe spécial, l'analyse du Groupe spécial figure aux paragraphes 7.173 à 7.201.

du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping et selon lequel la Russie ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait de démontrer que sa justification juridique concernant l'interprétation de l'article 2.2 fournissait une base valable pour cette allégation.¹² En conséquence, la Fédération de Russie fait aussi appel du rejet de son allégation par le Groupe spécial.¹³ La conclusion et les constatations connexes du Groupe spécial sont fondées, en particulier, sur des erreurs commises par celui-ci dans son examen de l'allégation de la Russie, son imposition de la charge de la preuve, son interprétation juridique et son application de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, ainsi que des erreurs dans le raisonnement, et l'examen et l'évaluation des éléments de preuve fournis.

7. Dans ses communications au Groupe spécial, la Fédération de Russie a expliqué en détail son interprétation du sens, de la portée, de la conception et du fonctionnement du deuxième alinéa de l'article 2:3 du Règlement antidumping de base, et a fourni des éléments de preuve à l'appui. En raison d'erreurs dans l'analyse du Groupe spécial, celui-ci n'a pas procédé à un examen des arguments et des éléments de preuve fournis par la Russie¹⁴, comme l'indique la section 7.4 du rapport du Groupe spécial. La Fédération de Russie fait appel de ces omissions car, de ce fait, le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son mandat et de ses devoirs au titre de l'article 7 et d'autres dispositions mentionnées du Mémorandum d'accord.¹⁵

8. Au lieu de se concentrer sur la mesure en question, de déterminer son sens et d'examiner sa compatibilité avec les règles de l'OMC, le Groupe spécial a décidé d'examiner d'abord la "validité"¹⁶ et la "capacité d'étayer"¹⁷ des arguments concernant l'interprétation juridique de l'article 2.2 de l'Accord antidumping que la Russie avait fournis pour expliquer son allégation selon laquelle la mesure contestée était incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Du fait de cette décision sur l'approche et de l'analyse erronée en résultant, reflétées aux paragraphes 7.173 à 7.201 du rapport, le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son mandat et de ses devoirs au titre du Mémorandum d'accord, y compris les articles 3:3, 7:1, 7:2 et 11 du Mémorandum d'accord. Ainsi, un règlement rapide du différend est hors d'atteinte. La Fédération de Russie fait appel de l'approche adoptée par le Groupe spécial, de la charge de la preuve imposée à la Russie et du fait que le Groupe spécial n'a pas déterminé le sens, la portée, la conception et le fonctionnement de la mesure en cause, ni formulé de constatations pertinentes, y compris sur l'incompatibilité de cette mesure avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.¹⁸ Elle fait appel, en particulier, des constatations et raisonnements du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.173 à 7.175, 7.189, 7.193, 7.195, 7.197, 7.198, 7.199, 7.200, 7.201 et 8.1.d de son rapport.

9. La Fédération de Russie fait appel de l'interprétation et de l'application par le Groupe spécial de l'expression "la situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.¹⁹ Elle fait également appel des déclarations, du raisonnement, des constatations intermédiaires²⁰, de la conclusion connexes et du rejet de l'allégation de la Russie selon laquelle le deuxième alinéa de l'article 2:3 du Règlement antidumping de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.²¹

10. Le Groupe spécial aurait dû interpréter l'expression "la situation particulière du marché" conformément aux articles 31 à 33 de la Convention de Vienne, en commençant son analyse dans l'ordre suivant: examiner le sens ordinaire du mot "situation", et de ses trois qualificatifs "marché", "particulière" et l'article défini "la", puis le sens de l'expression globale dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping. Dans le cadre de l'analyse contextuelle, le Groupe spécial aurait dû examiner, entre autres choses, le sens des termes "lorsque", "du fait de", la structure de l'article 2.2 et le fait que le terme "déterminer" est utilisé dans cette disposition une

¹² Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.201 et 8.1.d.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.173 à 7.201.

¹⁵ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.173 à 7.201.

¹⁶ Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.175, 7.193, 7.198 et 7.201.

¹⁷ Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.195, 7.196 et 7.201.

¹⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.173 à 7.201, en particulier les paragraphes 7.173 à 7.175, 7.194, 7.196, 7.198 et 7.199 à 7.201.

¹⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.175, 7.178 à 7.181, 7.183, 7.186, 7.187, 7.189, 7.192, 7.193, 7.195 et 7.197 à 7.201.

²⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.178 à 7.181, 7.183, 7.186, 7.187, 7.189, 7.192, 7.193, 7.195 et 7.197 à 7.200.

²¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.201 et 8.1.d.

seule fois, connexion de l'article 2.2 avec d'autres dispositions relatives à la détermination de la valeur normale, y compris l'article 2.2.1 (critère des opérations commerciales normales en raison du prix), l'article 2.2.1.1 (calcul des frais), l'article 2.7 (lien avec la deuxième note additionnelle). Le Groupe spécial aurait dû reconnaître que le libellé "la situation particulière du marché" est l'expression technique et non un "membre de phrase" employé au hasard. Considérant l'expression "la situation particulière du marché" à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping, le Groupe spécial aurait dû tenir compte du fait que cet accord prévoit des règles procédurales détaillées et reflète un équilibre délicat des droits et obligations des Membres de l'OMC et de leurs producteurs et exportateurs. Une interprétation vague des règles procédurales les assouplirait et permettrait leur contournement, et de ce fait une telle interprétation perturberait cet équilibre délicat et affaiblirait l'objet et le but de l'Accord antidumping.²²

11. Cependant, au lieu de suivre l'analyse décrite, le Groupe spécial a immédiatement fourni son "explication [ostensiblement] meilleure" concernant l'utilisation de l'article défini "la" en s'appuyant sur l'"interprétation fonctionnelle de l'application de l'article 2.2".²³ Il a assimilé à tort "l'interprétation juridique" à l'étape suivante – "application". Même si l'article 2.1 de l'Accord antidumping énonce la définition du terme "dumping" et s'applique effectivement à l'Accord entier, l'analyse de l'article 2.1 ne devrait ni précéder l'examen du sens ordinaire de l'expression "la situation particulière du marché" ni nier le sens de l'article défini "la" et son rôle en tant que qualificatif de cette expression.

12. Le Groupe spécial a fait erreur lorsqu'il a indiqué que le "choix d'un article défini ou indéfini" dans l'expression "la situation particulière du marché" n'était pas important²⁴ et privilégié une "interprétation" qui "évit[ait] d'accorder une importance indue"²⁵ au choix de l'article dans le texte juridique. Il a également fait erreur lorsqu'il a refusé d'avoir recours à l'article 32 (pour examiner le texte de l'article 2:4 du Code antidumping du Tokyo Round)²⁶, et à l'article 33 de la Convention de Vienne (pour concilier l'utilisation des articles définis dans les versions anglaise et française de l'expression "la situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2 avec l'utilisation de l'article indéfini dans la version espagnole de cette expression).²⁷ Il a aussi fait erreur lorsqu'il a rejeté l'interprétation donnée par la Russie de l'utilisation de l'article "la" pour qualifier l'expression "situation particulière du marché".²⁸

13. Aux paragraphes 7.179 à 7.181, le Groupe spécial a fourni un examen très limité des termes "situation" (au singulier) et "particulière" ("il ne s'agit pas d'une situation générale et ... elle est spécifique aux faits et aux circonstances considérés au cas par cas", supposant de manière erronée l'utilisation de l'article "une" au lieu de l'article "la"). Ces mots n'ont pas été examinés dans le contexte immédiat de tous les mots de l'expression "la situation particulière du marché". Le mot "marché" n'a pas été examiné dans ces paragraphes. Le sens ordinaire de l'expression "la situation particulière du marché" n'a pas été fourni. Il ne s'agit pas d'une interprétation appropriée et les constatations du Groupe spécial sont donc erronées.

14. Au paragraphe 7.186, le Groupe spécial a constaté que "l'article 2 et la deuxième note additionnelle devraient fonctionner conjointement sans restreindre la portée ou l'effet de la deuxième note additionnelle". Cette constatation reconnaît l'existence du lien entre ces dispositions. Le fait est que l'article 2 contient plusieurs dispositions en rapport avec la détermination de la valeur normale, y compris l'article 2.2, et que l'inclusion dans chacune d'elles d'une référence explicite à la deuxième note additionnelle entraînerait une répétition inutile qui est clairement évitée en indiquant l'article 2.7 qui contient déjà un lien clair avec la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994. En outre, on ne peut pas nier que l'article VI:1 du GATT de 1994 est lié à la deuxième note additionnelle et lié à l'article 2, y compris l'article 2.2, de l'Accord antidumping. Toutefois, aux paragraphes 7.176 et 7.183, le Groupe spécial a considéré à tort qu'une définition, une référence explicite tirée de l'expression "la situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2 à la deuxième note additionnelle ou l'utilisation d'un libellé identique étaient les seules manières de montrer les relations entre ces dispositions. Cela est incorrect. En conséquence, le Groupe spécial a formulé une constatation erronée au sujet de la portée du membre de phrase "la

²² Rapport de l'Organe d'appel *États Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 64.

²³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.178.

²⁴ Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 354 relative au paragraphe 7.178.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Cet article est le fondement du texte actuel de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

²⁷ Rapport du Groupe spécial, note de bas de page 354 relative au paragraphe 7.178.

²⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.178, 7.180 et 7.181.

situation particulière du marché".²⁹ Les erreurs dans l'interprétation par le Groupe spécial de l'expression "la situation particulière du marché" ont vicié l'analyse plus approfondie qu'il a effectuée et ses constatations selon lesquelles l'interprétation de la Russie "limiterait la deuxième note additionnelle ... ou annulerait la nature obligatoire de la disposition relative à "la situation particulière du marché" indiquée à l'article 2.2 dans tous les cas où elle s'applique", ainsi que les constatations connexes.³⁰ Dans son examen de la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)*, le Groupe spécial a pris note de la déclaration de l'Organe d'appel "au sujet de la relation entre l'article 2.2 et la deuxième note additionnelle"; il a toutefois fait erreur en constatant que cette déclaration ne "fourn[issait] [pas] un quelconque appui à l'interprétation avancée par la Russie".³¹ Le Groupe spécial a aussi fait erreur dans son interprétation du mot "marché" figurant dans l'expression "la situation particulière du marché", ainsi que dans les déclarations dans lesquelles il a indiqué et laissé entendre qu'"une situation qui concern[ait] un marché" "pour le produit similaire ou ses intrants" constituait "la situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.³² Dans son interprétation, le Groupe spécial a lu dans l'expression "la situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping des mots qui ne s'y trouvaient pas, à savoir "qui concerne un marché", "pour le produit similaire ou ses intrants", et a remplacé l'article défini "la" par l'article "une". Il s'agit d'une interprétation incorrecte du droit. Au lieu de fonder son interprétation sur le texte juridique, le Groupe spécial a cherché une "raison fonctionnelle" et s'est appuyé sur le "fonctionnement" de l'article 2.2 et, de ce fait, il a utilisé un critère erroné, comme cela est expliqué plus loin. Par conséquent, les constatations et conclusions connexes du Groupe spécial sont également incorrectes d'un point de vue juridique.³³

15. Le Groupe spécial a fait erreur lorsqu'il a indiqué et laissé entendre que l'article 2.2 prévoyait une détermination de "la question de savoir si [la situation particulière du marché] [avait] pour effet ou non que les ventes du produit similaire réalisées par l'exportateur sur le marché intérieur ne permett[aient] pas une comparaison valable".³⁴ Bien que le Groupe spécial ait clairement reconnu que les mots "when" (lorsque) et "because" (du fait de) faisaient partie du contexte immédiat de l'expression "la situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2, dans son interprétation, il ne les a pas examinés et, en fait, les a remplacés par les mots "whether" (question de savoir si), "where" (lorsque), "if" (si), et "to cause" (l'effet ... est tel que), "causes" (a pour effet), ou "causing" (ayant pour effet), respectivement. Le critère établi n'a pas de base textuelle dans l'article 2.2 et ne tient pas compte du contexte pertinent, en particulier de l'article 2.2.1 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

16. Aux paragraphes 7.197 et 7.198, le Groupe spécial a fait erreur lorsqu'il a rejeté les arguments de la Russie concernant lesdits "prix artificiellement bas" et qu'il a constaté que ces arguments fondés sur le texte juridique de l'article 2.2 n'étaient pas suffisants. Plusieurs erreurs figurant dans l'interprétation de l'article 2.2 par le Groupe spécial ont également vicié les constatations qu'il a formulées dans ces paragraphes. En particulier, le Groupe spécial a fait référence à une "condition" et lu dans l'article 2.2 les termes "whether" (question de savoir si), "caused" (avait pour effet), "where" (lorsque), "if" (si) qui ne sont pas utilisés dans cette disposition. En outre, il a fait erreur en exigeant de la Russie qu'elle prouve une proposition négative. Par conséquent, le Groupe spécial a fait erreur dans ses constatations.

17. Au paragraphe 7.199, le Groupe spécial a noté que dans son examen des questions de droit ("des questions interprétatives ... dans le cadre de l'examen de la justification juridique avancée par la Russie pour son allégation"), il s'est "centré sur le texte et le contexte pertinent" de l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Toutefois, comme il est indiqué plus haut, l'interprétation du Groupe spécial n'était pas appropriée. En particulier, il n'a pas été tenu compte de certains termes et dispositions, y compris du contexte pertinent tel que l'article 2.2.1 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Il s'ensuit que l'interprétation du Groupe spécial ne peut pas concorder avec l'objet et le but de l'Accord antidumping car elle perturbe l'équilibre délicat des droits et obligations des Membres de l'OMC. Les constatations du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.199 sont erronées.

²⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.183.

³⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.186, 7.187 et 7.189.

³¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.192.

³² Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.195 et 7.197.

³³ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.195, 7.197 et 7.201.

³⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.195, 7.187, 7.179, 7.197 et 7.198.

18. Au paragraphe 7.200, le Groupe spécial "[a] not[é] que l'expression "la situation particulière du marché" [avait] récemment été examinée par le Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier pour copie A4*". D'une part, il a noté que "les mesures, les justifications juridiques et les dossiers en cause dans ces deux différends étaient très différents", et, d'autre part, il s'est appuyé sur le raisonnement de ce Groupe spécial. En particulier, le Groupe spécial a formulé une hypothèse imprécise selon laquelle ses "constatations et [son] raisonnement au sujet de cette allégation [étaient] en outre étayés par les constatations et le raisonnement du Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier pour copie A4*". Il n'a pas justifié cette hypothèse sur la base de paragraphes particuliers ou de constatations et d'un raisonnement particuliers du Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier pour copie A4*. La Fédération de Russie a fourni au Groupe spécial de nombreuses explications indiquant le contraire; le Groupe spécial n'a toutefois mené aucune analyse de ces explications comme en témoigne le texte du paragraphe 7.200 de son rapport.

19. S'il avait agi conformément aux dispositions pertinentes du Mémoire d'accord et examiné tous les éléments de preuve et arguments présentés par la Fédération de Russie, le Groupe spécial aurait dû arriver à des conclusions différentes. En particulier, il aurait dû constater qu'une interprétation correcte de l'expression "la situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne permettait pas de lire dans cette expression des mots qui ne s'y trouvaient pas, par exemple, "une situation pour un marché d'intrant".

20. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirm³⁵ ou de modifier la conclusion, le rejet de son allégation ainsi que les constatations et le raisonnement connexes dont elle fait appel ou de les déclarer sans fondement et sans effet juridique.

II. Allégations concernant le deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement antidumping de base

21. La Fédération de Russie fait appel de l'approche, de l'analyse et de la conclusion du Groupe spécial, y compris l'examen et le rejet par celui-ci des justifications de la Russie, ainsi que des descriptions, de l'interprétation, du raisonnement et des constatations connexes.³⁶ En particulier, elle fait appel de la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la Russie n'a pas démontré le bien-fondé de son allégation selon laquelle la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping. La conclusion et les constatations connexes du Groupe spécial sont fondées, en particulier, sur des erreurs commises par celui-ci dans son examen des allégations de la Russie, son imposition de la charge de la preuve, son interprétation juridique et son application de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, ainsi que des erreurs dans le raisonnement, et l'examen et l'évaluation des éléments de preuve fournis.

22. Pour éviter une répétition inutile, la Fédération de Russie renvoie à la section précédente où, en faisant référence aux dispositions du Mémoire d'accord et de l'Accord antidumping, et à la jurisprudence de l'OMC, elle a décrit sa compréhension essentielle des devoirs du Groupe spécial en ce qui concerne l'examen et l'évaluation de la mesure en cause et l'interprétation du droit.

23. Premièrement, le Groupe spécial a fait erreur en imposant à la Russie la charge de la preuve en ce qui concerne des questions de droit et d'interprétation du droit.

24. Deuxièmement, il a fait erreur dans son examen et son évaluation des allégations de la Russie concernant la compatibilité avec les règles de l'OMC de la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement antidumping de base.

25. Dans ses communications au Groupe spécial, la Fédération de Russie a expliqué en détail son interprétation du sens, de la portée, de la conception et du fonctionnement du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement antidumping de base, et a fourni des éléments de preuve à l'appui.

³⁵ Cela est sans préjudice de l'appel fait par la Fédération de Russie de l'approche adoptée par le Groupe spécial pour examiner les allégations de la Russie et l'imposition de la charge de la preuve.

³⁶ Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.205, 7.206 (la dernière phrase), 7.207, 7.208, 7.211 (la dernière phrase), 7.212, 7.214 (la deuxième phrase), 7.220 (sauf la première phrase), 7.221 (la première phrase renfermant la constatation, et les autres renfermant le raisonnement l'étayant), 7.222 (la dernière phrase), 7.223, 7.224, 7.225 et 8.1.e.

Toutefois, le texte de la section 7.5 du rapport du Groupe spécial démontre que celui-ci n'a pas tenu compte à tort de la plupart des arguments de la Russie sur le sens du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement antidumping de base, sa portée et sa conception. Les éléments de preuve à l'appui n'ont été ni examinés, ni évalués correctement, ni pris en considération dans leur totalité. De plus, le Groupe spécial a omis à tort le fait que le scénario avancé par la Russie concernait des frais qui avaient été engagés par les producteurs faisant l'objet de l'enquête du produit considéré *dans* le pays d'origine. La Fédération de Russie fait appel de ces omissions car elles ont donné lieu au manquement par le Groupe spécial à son obligation de s'acquitter de son mandat et de ses devoirs au titre des articles 3:3, 7:1, 7:2 et 11 du Mémoire d'accord.³⁷

26. Au lieu de se concentrer sur la mesure en cause, de déterminer son sens et d'examiner sa compatibilité avec les règles de l'OMC, le Groupe spécial a décidé d'examiner d'abord la "validité" des arguments que la Russie avait fournis pour expliquer son allégation selon laquelle la mesure contestée était incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Il a constaté que deux arguments étaient dénués de fondement valable à l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping respectivement, et a rejeté ces arguments. De ce fait, le sens de la mesure contestée, en particulier de certains de ses éléments essentiels pour l'allégation de la Russie, n'a pas été déterminé par le Groupe spécial. C'est uniquement lorsque le Groupe spécial a constaté que "la Russie [avait] présenté un fondement valable figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping pour formuler une allégation d'incompatibilité"³⁸, qu'il a examiné le texte de la mesure contestée mais seulement dans la mesure de cet argument particulier. D'autres arguments sur le sens de la mesure contestée, en particulier la phrase "ou, lorsque ces informations ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisées, sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs", la structure et la logique du deuxième alinéa de l'article 2:5 n'ont pas été examinés. Ainsi, la détermination du sens de la mesure en cause était, en fait, subordonnée au fait que le Groupe spécial constate que les arguments de la Russie avaient un fondement valable figurant à l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

27. Du fait de cette décision sur l'approche et de l'analyse erronée en résultant, reflétées aux paragraphes 7.206 à 7.225 du rapport, le Groupe spécial ne s'est pas acquitté de son mandat et de ses devoirs au titre du Mémoire d'accord, y compris l'article 7 et d'autres dispositions susmentionnées du Mémoire d'accord. La Fédération de Russie fait appel de l'approche adoptée par le Groupe spécial, de la charge de la preuve imposée à la Russie et du fait que le Groupe spécial n'a pas correctement déterminé le sens, la portée, la conception et le fonctionnement du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement antidumping de base, y compris sa dernière partie, ni formulé de constatations pertinentes, y compris sur l'incompatibilité de cette mesure avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.³⁹ Par conséquent, la Fédération de Russie fait appel des constatations du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.208, 7.212, 7.222 (dernière phrase), 7.223 et 7.225.

28. En ce qui concerne les erreurs décrites plus haut dans la présente section, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmier⁴⁰ ou de modifier la conclusion, ainsi que les constatations et le raisonnement connexes, dont elle fait appel, ou de les déclarer sans fondement et sans effet juridique.

29. Deuxièmement, le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation juridique et l'application de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

30. Le Groupe spécial a fait erreur dans la formulation de la question interprétative⁴¹ liée à l'allégation de la Russie selon laquelle la mesure en cause était incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping. En particulier, il n'a pas tenu compte du scénario décrit par la Russie ni du sens de la mesure en cause, et a également fait erreur en qualifiant la mesure d'"[a]utorisation". En plus d'être des erreurs de droit, ces erreurs constituent une violation de l'article 11 du Mémoire d'accord et entraînent également des violations d'autres dispositions mentionnées du Mémoire d'accord. Par conséquent, le Groupe spécial a également fait erreur dans: sa constatation selon laquelle "l'allégation de la Russie [était] dénuée de fondement valable à l'article 2.2 de l'Accord

³⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.205 à 7.225.

³⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.214.

³⁹ Rapport du Groupe spécial, section 7.5, paragraphes 7.205 à 7.225.

⁴⁰ Cela est sans préjudice de l'appel fait par la Fédération de Russie de l'approche adoptée par le Groupe spécial pour examiner les allégations de la Russie et l'imposition de la charge de la preuve.

⁴¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.206.

antidumping"⁴²; son rejet de l'argument de la Russie⁴³; et la conclusion finale.⁴⁴ La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel: de modifier la question interprétative dont elle fait appel ou de la déclarer sans fondement et sans effet juridique; d'infirm⁴⁵ ladite constatation et ledit rejet, ou de les déclarer sans fondement et sans effet juridique; et d'infirm⁴⁵ la conclusion finale. Elle demande également à l'Organe d'appel de constater que le deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement antidumping de base prévoit "la prescription" imposant d'"ajuster" ou de "déterminer" les frais.

31. Le Groupe spécial a fait erreur lorsqu'il a déclaré qu'"il n'y [avait] aucune hiérarchie des sources sur lesquelles baser le coût de production dans le pays d'origine".⁴⁶ Cette déclaration ne tient pas compte du fait que l'article 2.2 ne prévoit pas que l'autorité d'enquête peut utiliser des données sur les frais émanant de pays et de marchés tiers pour construire la valeur normale. Au lieu de cela, l'article 2.2 prescrit explicitement d'utiliser "le coût de production dans le pays d'origine", et les autorités chargées de l'enquête "cherch[ent] naturellement des informations sur le coût de production "dans le pays d'origine" auprès de sources à l'intérieur du pays".⁴⁷ Après les registres des producteurs faisant l'objet d'une enquête, qui sont "la source privilégiée de renseignements"⁴⁸, la deuxième source privilégiée de renseignements est le coût de production d'un autre exportateur ou producteur dans le pays d'origine, et les données extérieures au pays relatives aux frais sont la source la moins privilégiée. Par conséquent, le Groupe spécial a également fait erreur dans: sa constatation selon laquelle "l'allégation de la Russie [était] dénuée de fondement valable à l'article 2.2 de l'Accord antidumping"; son rejet de l'argument de la Russie⁴⁹; et la conclusion finale.⁵⁰ La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel: de modifier la déclaration dont elle fait appel ou de la déclarer sans fondement et sans effet juridique; d'infirm⁵¹ ladite constatation et ledit rejet, ou de les déclarer sans fondement et sans effet juridique; et d'infirm⁵¹ la conclusion finale.

32. Dans son interprétation de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, le Groupe spécial a fait référence de manière incohérente à la prescription figurant dans cette disposition imposant d'utiliser "le coût de production dans le pays d'origine" dans la construction de la valeur normale. Dans certaines parties de son rapport, qui décrivent également la "compréhension et [l']interprétation de l'article 2.2" du Groupe spécial, celui-ci a fait référence à tort à la détermination d'"un" coût de production dans le pays d'origine.⁵² En revanche, l'article 2.2 de l'Accord antidumping fait référence "[au] coût de production dans le pays d'origine". La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel de modifier les déclarations dont elle fait appel et de remplacer l'article indéfini "un" par l'article défini "le".

33. La Fédération de Russie demande également à l'Organe d'appel d'examiner l'interprétation donnée par le Groupe spécial de l'explication de l'Organe d'appel concernant l'obligation figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping et les constatations sur les violations de cette disposition dans les affaires *UE – Biodiesel (Argentine)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*.⁵³ Le texte de l'article 2.2 contient l'obligation d'utiliser "le coût de production dans le pays d'origine" dans la construction de la valeur normale; toutefois, le Groupe spécial décrit cette même obligation comme étant "[celle] d'adapter les informations extérieures au pays d'origine conformément à l'article 2.2".⁵⁴ Il apparaît que le Groupe spécial a également qualifié de manière erronée le raisonnement de l'Organe d'appel de constatations finales sur les incompatibilités de l'UE et de l'Ukraine avec l'article 2.2 dans ces

⁴² Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.208.

⁴³ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.208, 7.225 et 8.1.e.

⁴⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.225 et 8.1.e.

⁴⁵ Cela est sans préjudice de l'appel fait par la Fédération de Russie de l'approche adoptée par le Groupe spécial pour examiner les allégations de la Russie et l'imposition de la charge de la preuve.

⁴⁶ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.207.

⁴⁷ Rapports de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.70; *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, note de bas de page 415 relative au paragraphe 6.121.

⁴⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.211; rapports de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.18; *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 99; voir, par exemple, Russie, PCE, paragraphe 243.

⁴⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.208, 7.225 et 8.1.e.

⁵⁰ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.225 et 8.1.e.

⁵¹ Cela est sans préjudice de l'appel fait par la Fédération de Russie de l'approche adoptée par le Groupe spécial pour examiner les allégations de la Russie et l'imposition de la charge de la preuve.

⁵² Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.207, 7.211 et 7.214.

⁵³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.207.

⁵⁴ *Ibid.*

différends. Ces Membres de l'OMC ont agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2 parce qu'ils n'ont pas calculé le coût de production dans le pays d'origine.⁵⁵ Par conséquent, les descriptions faites par le Groupe spécial contiennent des erreurs. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel de modifier ces descriptions.

34. Troisièmement, comme cela est expliqué plus haut, l'examen de la mesure en cause n'a pas été effectué correctement, des éléments de preuve n'ont pas été correctement pris en considération et le scénario décrit par la Russie n'a pas été pris en compte. Le raisonnement figurant au paragraphe 265 de la PCE de la Russie était axé sur le texte de la mesure contestée, mais il a été divisé par erreur par le Groupe spécial. On ne sait pas non plus exactement quelles "adaptations" le Groupe spécial a considéré comme étant "les adaptations requises" dans le cadre du scénario avancé où les autorités de l'UE rejetaient le coût de production disponible **engagé dans** le pays d'origine afin d'éliminer la "distorsion" alléguée. En d'autres termes, les autorités de l'UE choisissent spécifiquement des données sur les frais émanant de l'extérieur du pays d'origine précisément parce qu'il ne s'agit **pas** des frais d'intrants dans le pays d'origine du produit considéré.⁵⁶

35. Bien que le Groupe spécial observe que rien n'empêchait la Commission européenne de procéder à "ces ajustements" "[] pour tenir compte des frais de transport, de la taxe douanière à l'exportation, de la taxe sur la valeur ajoutée, des droits d'accise, des coûts de distribution locaux, du fret maritime et des frais de transbordement"⁵⁷, il n'explique pas si "ces ajustements" amènent effectivement le prix ou les frais d'intrants de substitution au niveau du prix ou des frais dans le pays d'origine pour les producteurs nationaux du produit considéré.

36. De ce fait, le Groupe spécial a fait erreur dans ses constatations et le raisonnement les étayant⁵⁸ établissant que les éléments de preuve fournis n'étaient pas, et que la Russie n'avait pas démontré, le fait que la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement antidumping de base empêchait l'adaptation d'informations extérieures au pays pour établir le coût de production dans le pays d'origine. Il a également fait erreur dans son rejet de l'allégation de la Russie. Par conséquent, il a fait erreur dans sa conclusion finale.⁵⁹

37. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmier⁶⁰ ou de modifier ces constatations et ce raisonnement, ou de les déclarer sans fondement et sans effet juridique. Par conséquent, elle demande également à l'Organe d'appel d'infirmier la constatation finale du Groupe spécial selon laquelle la Russie n'a pas démontré le bien-fondé de son allégation selon laquelle la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement antidumping de base était incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.⁶¹

38. Enfin, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel de compléter l'analyse⁶² et de constater que la mesure contestée est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

III. Allégations concernant les mesures antidumping de l'Union européenne visant les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie

39. S'agissant des allégations concernant les mesures antidumping de l'Union européenne visant les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie, la Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmier et de déclarer sans fondement et sans effet juridique les constatations et conclusions formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.280, 7.284, 7.288, 7.293, 7.319 à

⁵⁵ Rapports de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.83; Ukraine – Nitrate d'ammonium, paragraphes 6.123, 6.129 et 7.8.

⁵⁶ Rapport du Groupe spécial UE – Biodiesel (Argentine), paragraphes 7.258 et 7.259.

⁵⁷ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.221.

⁵⁸ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.220 (la deuxième phrase), 7.221 (les deux premières phrases), 7.222 (la dernière phrase), 7.223 et 7.224 (la deuxième phrase).

⁵⁹ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.225 et 8.1.e.

⁶⁰ Sans préjudice de l'appel fait par la Fédération de Russie de l'approche adoptée par le Groupe spécial pour examiner les allégations de la Russie.

⁶¹ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.225 et 8.1.e.

⁶² Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.220 (la première phrase).

7.321, 7.338, 7.339, 7.425, 7.591 à 7.599, 8.1.g.i, 8.1.g.iii et 8.1.g.xi, en ce qui concerne les erreurs de droit et d'interprétation du droit ci-après, et lui demande de compléter l'analyse.⁶³

40. Le Groupe spécial a fait erreur en droit dans son interprétation de l'article 18.3 de l'Accord antidumping en concluant que cet article empêchait la Russie de contester des aspects des enquêtes ou des réexamens qui avaient été engagés avant son accession à l'OMC. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.280, 7.284, 7.288, 7.293, 7.319 à 7.321, 7.338, 7.339, 7.591 à 7.599, 8.1.g.i et 8.1.g.xi de son rapport et de compléter l'analyse concernant les allégations n° 1, n° 2, premier fondement, et n° 12 à 15.

41. Au cas où l'Organe d'appel n'infirmarait pas les constatations du Groupe spécial mentionnées dans le paragraphe précédent⁶⁴:

- Le Groupe spécial a commis une erreur de droit dans l'application du critère juridique concernant le "réexamen" aux faits figurant dans son dossier. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations formulées par le Groupe spécial dans la note de bas de page 491 et aux paragraphes 7.319 à 7.321, 7.338 et 7.339 de son rapport pour indiquer qu'aucun réexamen de la gamme des produits visés n'avait eu lieu au cours du troisième réexamen à l'expiration.
- Le Groupe spécial a commis une erreur de droit et a agi d'une manière contraire à l'article 11 du Mémoire d'accord en traitant les allégations de la Russie au titre du GATT comme des allégations corollaires et en ne déterminant pas si les droits de douane appliqués par l'UE sur les importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Russie relevaient du champ de l'Accord antidumping avant de procéder à l'évaluation de la compatibilité de ces droits avec l'Accord antidumping et les articles I^{er}, II et VI du GATT. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations formulées par le Groupe spécial au paragraphe 7.321 de son rapport.
- Le Groupe spécial a agi d'une manière contraire à l'article 12:7 du Mémoire d'accord et a commis une erreur de droit dans l'application du critère juridique aux faits figurant dans son dossier en concluant que la Russie n'a pas démontré que le troisième réexamen à l'expiration avait été engagé sur la base d'une demande qui n'était pas dûment justifiée du fait de l'utilisation par la Commission européenne de la définition du produit employée dans le réexamen de 2008. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.338 et 7.339 de son rapport.
- Le Groupe spécial a commis une erreur de droit lorsqu'il a appliqué le critère juridique aux faits figurant au dossier et il a violé les articles 11 et 12:7 du Mémoire d'accord lorsqu'il a examiné les éléments de preuve et fourni une justification en ce qui concerne les allégations n° 12 à 15 et il a donc fait erreur lorsqu'il a constaté que les allégations n° 12 à 15 ne pouvaient pas faire l'objet d'un examen dans le cadre de l'OMC, parce que les déterminations de l'existence d'un dumping figurant dans les Règlements n° 661/2008 et n° 658/2002 avaient été établies avant l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel d'infirmar les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.591 à 7.599 et au paragraphe 8.1.g.xi de son rapport.
- En ce qui concerne les allégations énumérées aux trois alinéas précédents, la Fédération de Russie demande aussi à l'Organe d'appel de compléter l'analyse de l'allégation n° 1, du premier fondement de l'allégation n° 2 et des allégations n° 12 à 15 de la Russie.

42. Le Groupe spécial a violé l'article 11 du Mémoire d'accord lorsqu'il a examiné les éléments de preuve concernant l'allégation n° 5, à savoir en concluant que le dossier de l'enquête ne montrait pas où, dans l'enquête, les parties intéressées avaient formulé une demande d'ajustement du prix des exportations russes vers des pays tiers. La Fédération de Russie demande à l'Organe d'appel

⁶³ Comme il est indiqué plus haut dans la note de bas de page 1, la Fédération de Russie fournit une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial concernés.

⁶⁴ Appel conditionnel.

d'infirmier les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.425 et 8.1.g.iii de son rapport et de compléter l'analyse concernant l'allégation n° 5.

Conformément à la règle 23 3) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la Fédération de Russie dépose la présente déclaration d'un autre appel ainsi que sa communication en tant qu'autre appelant auprès du secrétariat de l'Organe d'appel.

La Fédération de Russie se réserve le droit, en répondant à l'appel de l'UE, de ne pas souscrire à toute déclaration formulée dans le rapport du Groupe spécial au sujet d'une question sur laquelle la Fédération de Russie a prévalu.

Conformément à la règle 23 2) c) ii) C) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la présente déclaration d'un autre appel contient une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial renfermant les erreurs de droit et d'interprétation du droit commises par le Groupe spécial, sans préjudice de la capacité de la Fédération de Russie de s'appuyer sur d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial dans son autre appel.

Il y a actuellement un nombre insuffisant de membres de l'Organe d'appel pour constituer une section siégeant pour connaître de l'appel dans le présent différend. Dans ces circonstances exceptionnelles, et pour assurer l'équité et le bon déroulement de la procédure d'appel, conformément à la règle 16 1) et 2) des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, la Fédération de Russie attendra de nouvelles instructions de la section, lorsqu'elle pourra éventuellement être constituée, ou de l'Organe d'appel, concernant toutes autres mesures devant être prises par la Fédération de Russie dans le présent appel.

Le dépôt par la Fédération de Russie de sa communication en tant qu'autre appelant devrait être sans préjudice de son droit de la déposer à nouveau une fois que la section sera opérationnelle.
